

## **Règlement de consultation** **Concernant**

**L'appel d'offres ouvert sur offres de prix**  
**N°16/RFM/2017**

**relatif à :**

*Impression et confection d'imprimés pour le compte du Conseil  
de la Région Fès-Meknès dans le cadre des séminaires,  
colloques et stages organisés par la Région.*

**Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale.**

**Etabli conformément aux dispositions de l'article 18 du décret N°2-12-349 du  
08 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.**

# **SOMMAIRE**

- **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**
- **ARTICLE 2 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE**
- **ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIERE**
- **ARTICLE 6 : COMPOSITIONS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS**
- **ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**
- **ARTICLE 10 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX  
CONCURRENTS**
- **ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS**
- **ARTICLE 14 : VALIDITE DES OFFRES**
- **ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET  
FINANCIERES DES CONCURRENTS**
- **ARTICLE 16 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**
- **ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION**
- **ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES**

## ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

**L'impression et confection d'imprimés pour le compte du Conseil de la Région de Fès Meknès dans le cadre des séminaires, colloques et stages organisés par la Région.**

**Réservé à la petite et moyenne entreprise nationale.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité.

## ARTICLE 2 : LISTE DES PIECES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Les pièces à fournir par les concurrents justifiant leurs capacités et leurs qualités sont celles prévues par l'article 25 décret n° 2-12-349 du 08 joumada I 1434 ( 20 mars 2013) relatif aux marchés publics à savoir :

### A/ Dossier Administratif:

#### A-1/ Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

1- La déclaration sur l'honneur comportant les indications et les engagements précisés à l'article 25 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics ;

2- Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;

3- Pour les groupements une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévu à l'article 157 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

#### A-2/ Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées aux articles 25 et 40 du décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics

- a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hija 1434 (30octobre 2013). Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

- \* Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
  - \* Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
  - \* L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

**Cette attestation justifie que l'effectif employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hija 1434 (30octobre 2013).**

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- f- **L'attestation mentionnant le chiffre d'affaire ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction générale des impôts conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 24 hija 1434 (30octobre 2013).**

#### **B/ Un dossier technique comprenant :**

Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé

Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maitres d'ouvrages publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés des dites prestations avec indication de la nature des prestations le montant, l'année de réalisation, le nom, la qualité du signataire et son appréciation.

### C/ le dossier additif comprenant:

1. Le présent règlement de consultation signé à la dernière page et paraphé sur toutes les pages ;
2. Le cahier des prescriptions spéciales signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

#### **Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

##### **- Au moment de la présentation de l'offre :**

Outre les pièces du dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du présent marché.

##### **- S'il est retenu pour être attributaire du marché :**

a- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse

Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS.**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret N°2-12-349 du 8 Joumada 1434 (20/03/2013) ci-après :

1-Seuls peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

Justifient des capacités techniques et financières requises;

Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglés les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitue des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement;

Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

2-Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

Les personnes en liquidation judiciaire;

Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n°2-12-349.

Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

#### **ARTICLE 4 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le président du Conseil de la Région FES-MEKNES.

#### **ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIERE**

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et détail estimatif ;

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

#### **ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres en arabe ;
- Copie de l'avis d'appel d'offres en français ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix -Détail estimatif;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES:**

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret du 20 mars 2013, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publié sur le portail des marchés de l'Etat.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du & 1-2 de l'article 20 du décret n°02-12-349 dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un

délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

## **ARTICLE 8: REPARTITION EN LOTS:**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

## **ARTICLE 9: RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES:**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès l'apparition de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret 2-12-349 précité et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les dossiers d'appel d'offres sont téléchargeables à partir du portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)).

Il est remis gratuitement aux concurrents.

## **ARTICLE 10: DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS**

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis au bureau du maître d'ouvrage **Av Allal Ben Abdellah Fès**.

Le maître d'ouvrage doit répondre aux demandes d'éclaircissements ou renseignements dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande. Ce délai est ramené à trois (3) jours si la demande intervient entre le 10ème et le 7ème jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent, à sa demande, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou les renseignements seront également publiés dans le Portail des marchés publics.

## **ARTICLE 11: CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

### **1 - Contenu des dossiers:**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité, Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter

Un dossier administratif précité (CF article 2 ci-dessus):

Un dossier technique précité (CF article 2 ci-dessus):

Un dossier additif précité (CF article 2 ci-dessus):

Une offre financière comprenant:



L'acte d'engagement établi comme il est dit au paragraphe au §1-a de l'article 27 du décret n°2-12-349 précité ;

Le bordereau des prix détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

## **2 - Présentation des dossiers des concurrents:**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , Le dossier a présenté par chaque concurrent doit être mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent.
- L'objet du marché.
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- L'adresse Email du concurrent et le numéro du registre de commerce
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

1 - la première enveloppe contient le dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de la consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet .Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention «Dossier administratif et technique» ;

2 - La deuxième enveloppe contient l'offre financière composée de l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du présent marché et le bordereau des prix et le détail estimatif conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention «offre financière».

Les deux enveloppes citées ci-dessus doivent porter aussi de manière apparente :

- \* Le nom et l'adresse du concurrent.
- \* L'objet du marché.
- \* La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

## **ARTICLE 12: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS:**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n°2-12-349 précité, les plis sont, au choix des concurrents:

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;

- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;



- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.

- Soit déposés leurs plis par voie électronique conformément à l'arrêté de finance n°20/14 du 04/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrages dans leur ordre d'arrivée, sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 35 du décret n°2-12-349 précité.

### **ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS:**

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité.

### **ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES:**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seul le concurrent ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagé pendant ce nouveau délai.

### **ARTICLE 15 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS:**

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs et techniques de chaque concurrent.

## ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS


Les offres des concurrents seront examinées conformément aux dispositions des articles 36, 39 et 40 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics, l'offre la plus avantageuse est la moins disante.

## ARTICLE 17 : MONNAIE SPECIFIQUE DES OFFRES

La monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est le dirham Marocain.

## ARTICLE 18 : LANGUE SPECIFIQUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

Réservé au Concurrent	Réservé au Maître d'Ouvrage
(Lu et accepté) Signature :          A ..... Le : .....	<div style="text-align: center;"><p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services X Abderrazzak MOUMNI</p></div> <div style="text-align: center;">A ..... Le : ..... <b>02 MAI 2017.</b></div>